

REPUBLIQUE DE POLOGNE

CENTRE D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION.

L A D E C A D E P O L O N A I S E

INFORMATIONS SUR LA POLOGNE

paraissant le 10, le 20, le 30 de chaque mois



LE SYSTEME DE L'OCCUPATION
SOVIETIQUE EN POLOGNE 3

 I. Les nouveaux maîtres 3
 II. Comment on veut bolchéviser le pays 6
 III. La destruction de la vie économique 8

LE SORT DES HOPITAUX DE
VARSOVIE PENDANT LE BOMBARDEMENT 12

TRANSFERT DE LA POPULATION,
UNIQUE DANS L'HISTOIRE 15

--oOo--

OP 1226 Res

LE SYSTEME DE L'OCCUPATION SOVIETIQUE EN POLOGNE

Les informations qui suivent constituent, en quelque sorte, un abrégé des renseignements sur le système appliqué par les autorités soviétiques dans la partie de la Pologne soumise actuellement à l'occupation russe. Le regard y est fixé sur Lwów qui est la plus grande ville du territoire occupé. Toutefois ces renseignements donnent une idée générale de l'état de choses dans cette région toute entière.

I. Les nouveaux maîtres

Les troupes bolchéviques entrèrent à Lwów le 22 septembre 1939, à midi. Bien que cinq jours se soient déjà écoulés depuis cet instant, on ne leur voit prendre aucun dispositif dans le but de s'assurer des pouvoirs civils. Au début, on avait même l'impression que c'était aux éléments locaux qu'incomberait le devoir de prendre en main l'administration et de la refaire. Les Ukrainiens nationalistes jusque là étaient de cet avis, ainsi que les communistes ou communistes de l'endroit.

La première période qui ne dura qu'une semaine, c'est à dire jusqu'au 29 septembre, appartient sans conteste aux Associations Professionnelles, du milieu desquelles on vit surgir un certain Grún, communiste de Lwów, qui s'était enfui en Russie à la suite d'une condamnation. Les communistes locaux avaient cru comprendre que Grún qui prétendait être chargé de très larges pleins-pouvoirs, leur offrirait des postes dans la direction des institutions et organisations de Lwów. En réalité, il paraissait que les pleins-pouvoirs de Grún auraient été très limités et la confusion indescriptible qui suivit l'entrée des troupes bolchéviques à Lwów, paralysait les agissements des communistes. Il leur manquait en effet, l'approbation d'un pouvoir réel qui faisait totalement défaut.

Une équipe de propagandistes, avec l'étudiant Kornitchouk en tête, arriva quelques jours avant les autorités soviétiques envoyées de Kiev. Ils organisèrent, pour commencer des meetings pour la classe intellectuelle et la classe ouvrière, tout d'abord en masse, dans la salle du cinéma Atlantique, puis, pour les diverses professions séparément : pour les médecins dans les locaux de la Chambre de Médecine ; pour les journalistes, dans les locaux du Cercle Littéraire etc., où des orateurs soviétiques, armés de chiffres empruntés aux projets du budget de ces diverses institutions, fallacieusement comparés à ceux d'institutions similaires existant en bolchévie, s'efforçaient de prouver que tout ce qui avait existé en Pologne était mauvais, tandis que les soviets étaient

un véritable paradis.

La première autorité visible à Lwów fut la milice, organisée par les Polonais vers la mi-septembre, sorte de garde civique qui devait remplacer la police. Cette milice se trouvait composée, pour commencer, d'intellectuels, /avocats, médecins, instituteurs, ouvriers syndiqués/, puis elle devint une milice ouvrière et pour finir une garde ouvrière composée uniquement d'ouvriers et de chômeurs ayant été condamnés pour motifs politiques. La garde ouvrière, c'est son nom officiel, remplit les fonctions de la Police d'Etat; elle est divisée en quartiers ce qui correspond à l'ancienne division en commissariats et son quartier général se trouve dans le bâtiment des Assurances Sociales, rue Rozwadowski après avoir été installé dans les locaux de la Chambre d'Industrie et du Commerce, rue de l'Académie. Les directeurs ou commandants du Quartier Général et des postes de quartier, sont des officiers de la police de Kiev.

Avec l'arrivée des fonctionnaires destinés à la Municipalité et à la Voïevodie, envoyés de Kiev vers la fin de septembre, la première période était terminée.

La Municipalité. Le président de la ville, M. Ostrowski, demeura en fonction jusqu'à dimanche soir, le 24.IX., moment où il fut arrêté. La veille, M. Kozłowski, ingénieur de l'Usine Electrique, avait été fusillé par les Gardes Rouges que les ouvriers polonais auraient soit-disant conviés à occuper l'usine. Les vice-présidents demeurèrent à leurs postes également, certains même jusqu'au 12.X.. Cela dépendit uniquement de la date d'arrivée de leurs successeurs, après quoi on se débarrassa d'eux en les arrêtant sous divers prétextes. On condamna ainsi le docteur Ostrowski à 12 ans de réclusion; M. le docteur Weryński à 9 ans; M. Irzyk à 7 ans et M. Chajes à 3 ans. On renvoya brusquement M. Bełtowski, chef du département du ravitaillement pour avoir mal préparé le ravitaillement de la ville, bien que jusqu'à la guerre il eut été à la tête du département militaire. Actuellement à la Municipalité, les postes supérieurs sont occupés par des Ukrainiens de Kiev, tandis que les fonctionnaires qui occupaient ces postes jusqu'à présent ne sont plus là qu'à titre de conseillers.

Le département de l'Hygiène est dirigé par le docteur Kouznietzoff de Kiev et le politrouk Fastowec, tandis que l'ancien chef de ce département, le docteur Doliński, n'est plus que conseiller.

A la Voïevodie, la situation est toute autre. La Voïevodie étant un pouvoir politique, fut radicalement transformée dès les premiers jours. Pour commencer, certains rares fonctionnaires furent désignés pour rester, tandis que tous les autres reçurent l'ordre de rentrer chez eux. Le pouvoir passa aux mains de communistes provenant tous de régions situées en dehors des frontières polonaises. Seul, le département des communications, conserva ses anciens fonctionnaires à l'exception de M. Welczer, l'adjoint du directeur de ce département et qui fut arrêté par la suite. Mais c'est le département du commerce qui illustre le mieux les changements survenus. Ce département est dirigé par un certain Stein de Kiev qui est en train de réformer de fond en comble la vie économique de Lwów, réquisitionnant tout ce qui lui tombe sous la main. Il se spécialise dans la bijouterie et l'horlogerie

ainsi que dans les textiles et envoie tout en Russie. Le vice-président du Conseil Provisoire est un certain Karmaryn, ouvrier occupé jusque là à transporter la glace vendue par la Brasserie de la rue Kleparowska.

Il y a également une institution communiste correspondant à la préfecture /Starostwo Grodzkie/ de la ville de Lwów.

Les autorités soviétiques ont entrepris la réorganisation des tribunaux, du notariat et de l'ordre des avocats. Une commission chargée de ces réformes, arriva au mois de décembre. A sa tête se trouve le ministre de la justice de Kiev.

La réorganisation des banques est confiée à un certain Russe, du nom de Pirogov. Chaque banque a un commissaire.

Le département économique est dirigé par le vice-ministre de l'industrie et du commerce d'Ukraine, un certain Mołotchenko de Kiev et par les commissaires Stein /de Russie Blanche Soviétique/, Aleksienko et Grudinov. Leurs hommes de confiance sont les juifs de Lwów, Jolles et Schreckenhammer.

La comédie des élections. Le Komandar Timoszenko, commandant du front ukrainien, annonça dès le 4.X.39. la décision de procéder à l'élection de l'Assemblée Nationale. Les élections étaient fixées pour le 22.X.39.. Les préparatifs étaient des plus confus, et ne portaient pas à la connaissance du public les règlements de la procédure électorale. Le dimanche 22.X.39., on envoya les enfants des écoles rappeler les élections aux électeurs en leur demandant de venir aux urnes. Dans le local électoral, il y avait de la musique et un buffet extrêmement bon marché, chargé de toutes sortes de friandises impossibles à trouver dans le commerce. Après chaque marche, on demandait aux électeurs de bien vouloir donner leurs suffrages. Un des membres de la commission électorale, à demi-illettré, cherchait le nom de chaque électeur pendant une demi heure au moins, puis il lui disait le chiffre correspondant. Après quoi, il donnait à chacun un bulletin de vote, portant imprimé le nom du candidat /inconnu naturellement de tous/ et conduisait l'électeur dans la pièce où se trouvait l'urne en veillant à ce qu'il n'écrivit pas un autre nom sur le bulletin. Quant aux candidats, nommés par les pseudo Associations Professionnelles, c'étaient des chômeurs, pour la plupart d'anciens détenus communistes.

Quatre jours plus tard, la prétendue Assemblée Nationale, vota la réunion du territoire occupé à l'Ukraine et nomma une délégation de 100 personnes. Ces délégués "firent un séjour" de quatre semaines à Moscou et Kiev; pendant ce temps on transforma tout à Lwów et de nouveaux communistes venus de Russie, prirent les places occupées en principe par les délégués absents.



II. Comment on veut bolchéviser le pays

Quelles sont les méthodes de gouvernement employées par les bolchéviques ?

La propagande communiste est faite par les politrouks civils et militaires dont le principal est l'ordonnochetz /ce mot veut dire "qui est décoré"/ Kornitchouk de Kiev. Ils travaillent dans les écoles même parmi les enfants les plus jeunes, dans les meetings organisés pour les différentes professions et à l'aide du théâtre qu'on a fait venir de Kiev.

La classe fondamentale sur laquelle ils s'appuient, est la classe ouvrière. Les ouvriers sont l'élément privilégié, organisés /organisation nouvelle/ suivant les usines et institutions où ils travaillent et non d'après les différentes branches de travail. Par exemple, la fabrique de chocolat de Hazeł a formé un comité dans lequel sont entrés un ingénieur, un confiseur, un emballeur, une ouvrière, un garçon de bureau, un cocher, etc. En conséquence, les anciennes Associations Professionnelles seront liquidées. Les hôpitaux ont des comités composés de façon similaire. Ils se composent d'un médecin, d'un infirmier ou d'une infirmière, d'une fille de salle, d'un employé du secrétariat, d'un portier, d'une cuisinière, etc. Ces comités envoient des délégués aux comités locaux, ceux-ci en envoient aux comités de districts, puis aux comités autonomes d'Etat /par ex. de l'Ukraine/ et finalement, au comité central panrusse à Moscou. Les membres des comités d'une institution donnée, ont leur cercle, parfois une crèche pour les enfants, leur coopérative alimentaire ou Konsum. Ils jouissent donc de grands privilèges par rapport au reste de la population qui n'arrive à se procurer les articles de première nécessité qu'avec la plus grande peine.

Les cultivateurs viennent en second dans ce pays presque entièrement agricole. Bien que ce ne soit pas un élément qui soit appelé à gouverner, il n'en fait pas moins l'objet d'efforts assidus de la part des communistes dans le but de le conquérir à l'idéologie communiste. On tâche d'atteindre ce but en envoyant dans les campagnes des armées entières de politrouks, agitateurs consommés, qui, à l'aide de conférences, de films de propagande, de distributions de sel, de pétrole et d'allumettes, /produits bon marché et qui sont pour ainsi dire les seuls dont les soviets disposent/, s'efforcent de persuader aux paysans que la bolchévie est un paradis. Lorsque tous ces efforts demeurent sans effet, on a recours à la force, à la pacification comme on dit là-bas, c'est à dire à des attaques armées contre les villages récalcitrants et à la déportation qui atteint surtout les paysannes ukrainiennes, car ce sont elles qui résistent le mieux à la propagande.

Lorsque le 22.IX.39., les bolchéviques occupèrent Lwów et les environs, les paysans ukrainiens dument préparés par les agitateurs, mirent à exécution ce qui, suivant eux,

était l'idéologie communiste. Ils pillèrent donc les châteaux, permettant tout au plus aux propriétaires de prendre la fuite la vie sauve, mais sans rien emporter ; pourtant, les cas de meurtres commis sur la personne des anciens propriétaires ne sont pas des cas exceptionnels.

Les paysans se partagèrent les grandes propriétés après avoir formé des comités de village qui procédaient à la distributions de ces biens en prenant pour base la situation matérielle de chacun. La complaisante propagande affirmait que tous les biens du château seraient partagés entre les familles paysannes de l'endroit. Cet état de choses dura jusqu'au 22.X., c'est à dire jusqu'au jour des élections. Le jour suivant déjà, toutes les communes furent visitées par des commissions politiques ordonnant aux paysans de rapporter tout ce qui avait été pris dans les propriétés et instituant des exploitations agricoles collectives, régis par des conseils. Ce n'est qu'alors que les paysans s'aperçurent de leur méprise. D'autres comités furent nommés à la place des comités de village, composés de gens dévoués au régime et même de gens importés d'Ukraine. Dans les cas où tout cela ne suffit pas, on eut recours à la pacification des villages et à la déportation.

A la troisième place vient, ce que les bolchéviques appellent "notre nouvelle classe intellectuelle / intelligentzia / communiste" pour former en quelque sorte le tiers état de ce régime. C'est une nouvelle génération d'hommes élevés complètement sous le régime bolchévique. Ce sont des médecins, des ingénieurs, des juristes, etc., que les bolchéviques appellent classe intellectuelle, mais dont le train de vie et les besoins sont plus que restreints, les horizons étroits et pour lesquels le monde entier est concentré à l'intérieur des frontières de la république soviétique. Ces gens-là sont assez vite contaminés par l'esprit occidental, car ils voient un monde qui leur était inconnu et apprennent à penser différemment.

Les bolchéviques désirent créer ce genre de demi-intellectuels également dans les territoires occupés. C'est pourquoi les gouvernants de la province appelée par eux Ukraine occidentale, entourent les enfants et la jeunesse scolaire d'une attention toute spéciale. C'est pourquoi aussi, les écoles furent ouvertes dès le 3 octobre 1939 et qu'on pense actuellement à la création d'écoles d'un type nouveau. Les méthodes éducatrices sont assez particulières : la jeunesse jouit de la plus entière liberté ; garçons et filles ont le droit de fumer sans aucune limite d'âge, d'aller librement dans les restaurants, cinémas, etc., et la coéducation qui est devenue obligatoire, a été instituée dans un but spécial. On travaille aussi à dépraver la jeunesse ; on sape l'autorité des parents, en persuadant aux jeunes gens qu'il y a beaucoup de questions dans lesquelles les enfants doivent décider d'eux mêmes, sans s'inquiéter de l'opinion paternelle et maternelle. On organise aussi des fêtes dansantes, auxquelles prennent part les jeunes gens des deux sexes, ainsi que des soldats soviétiques.

De même, la propagande antireligieuse ne cesse pas. On a organisé dernièrement des tournées d'agitateurs antireligieux, en province. Le fait suivant eu lieu dans une des écoles de Lwów : l'institutrice de-



manda à des enfants de 7 ans, si ils ne voudraient pas manger de gateaux et boire une tasse de café et quand toute la classe eut répondu affirmativement, elle proposa de prier le Bon Dieu pour voir s'il ne leur enverrait pas le café et les gateaux. Les enfants firent leur prière mais une demi-heure plus tard, ne voyant paraître ni les gateaux, ni le café, l'institutrice leur dit : "Peut-être que vous essayeriez de prier Staline ?" Les enfants répétèrent une prière que récita l'institutrice et aussitôt la porte s'ouvrit et des officiers soviétiques entrèrent dans la classe, portant des bonbons, des pommes, etc.

Des meetings scolaires ont été organisés dernièrement au sujet de la Finlande. On expliqua à la jeunesse que l'Union Soviétique avait été attaquée par la Finlande et qu'elle était obligée de prendre les armes pour se défendre. La jeunesse fut contrainte d'assister à ces meetings. Le silence régnait presque tout le temps dans la salle, mais les motions étaient généralement accueillies par de grands éclats de rire.

En entrant à Lwów, les bolchéviques annoncèrent qu'ils laisseraient à la population une liberté absolue jusqu'au 1.1.1940. Ce furent là les paroles du komdiv Iwanow /commandant de division/, destinées à la presse. Cela voulait dire, ainsi qu'on put s'en assurer par la suite, que pour le moment, les autorités n'interviendraient pas dans la vie publique, sauf en ce qui concerne la propagande /qui ne cessa pas de fonctionner un seul instant/ et de l'organisation de réjouissances populaires, en l'honneur de Staline et de l'URSS. Les bolchéviques sont passés maîtres dans ce genre de fêtes qui ont pour but de préparer l'état d'esprit des foules à accueillir favorablement la doctrine bolchéviste.

III . La destruction de la vie ----- é c o n o m i q u e -----

Le commerce a été littéralement abandonné à la loi d'inertie. On n'a rien importé dans les territoires occupés. Par contre, l'exportation a été effectuée par différents moyens. Dès la première semaine de leur règne, les bolchéviques ont interdit l'ouverture des magasins sauf les magasins d'alimentation. Cette ordonnance créa une atmosphère d'inquiétude et d'extrême tension. En effet la population de la ville est augmentée d'un million de fugitifs venus de tous les points de la Pologne sans vêtements d'hiver. On ne pouvait savoir si cette ordonnance avait pour but de réserver aux bolchéviques certaines marchandises ou si elle résultait du typique désordre soviétique. Pourtant, l'exportation de tout ce qui se trouvait dans le pays occupé, sans aucune importation pour la contrebalancer, découvrirent bientôt les véritables intentions des soviets.

Aussi, dès la réouverture des magasins /et encore pas de tous/, de longues queues se formèrent devant leurs portes et depuis lors, elles ne disparurent plus. On venait prendre sa place la nuit, pour obtenir un coupon de tissus ou une paire de souliers, dans la matinée. Il n'y est plus d'heures réglementaires, ni de jours de fête. Le commerce ou plus exactement la vente, ne dépendit plus que du personnel des magasins qui commençait à jouer un rôle de plus en plus prépon-

dérant. Les marchands raisonnables se rendent fort bien compte qu'il leur sera impossible de retrouver de la marchandise et que les transactions en cours sont les dernières de leur métier de commerçant, sous le régime bolchévique.

Par ordre des autorités, certains magasins ou entrepôts ne furent pas ouverts. Les occupants vidèrent complètement certains d'entre eux, soit-disant pour les besoins de l'armée. Les dépôts de toile appartenant à l'usine Scheibler et Grohman de Łódź, par exemple, ainsi que les magasins Zipper, horlogerie et bijouterie, furent réquisitionnés. On reconnaîtra qu'une réquisition pour les besoins de l'armée de 2 millions de złoty de montres, est une opération encore inconnue dans l'histoire des réquisitions militaires.

Par contre "la Narodna Tarhowla" qui se trouve entre les mains des bolchéviques, continue à étendre son rayon d'action, et si son développement continue à cette allure, elle monopolisera tout le commerce alimentaire. Les bolchéviques promettent de réorganiser le commerce sous forme de coopératives, mais pour le moment, ils n'ont rien créé, liquidant au contraire les magasins qui existaient jusqu'à présent. A en juger par la situation actuelle des restaurants, on peut dire que l'administration bolchévique n'est pas préparée à travailler sur un terrain différent, plus mondial ; malgré l'insistance des communistes locaux, appartenant aux associations des travailleurs d'établissements gastronomiques, ils n'arrivent pas à résoudre le problème de la transformation des restaurants en établissements communistes. Les restaurants existent donc comme par le passé.

La question industrielle se présente différemment. Les rares usines furent tout de suite occupées par les ouvriers, avec l'assistance de la milice. On a arrêté les frères Baczewski, après les avoir complètement dévalisés, leur reprenant tout l'argent et les bijoux qu'ils possédaient, puis l'un d'eux fut fusillé. W. Brandstaetter fut arrêté, puis lorsque le comité de l'usine eut pris les affaires en main, il fut remis en liberté. Les usines travaillent avec un roulement de quatre équipes, afin de "résoudre", du moins provisoirement, la question du chômage. La petite industrie, sous forme d'ateliers de serrurerie, de menuisier, etc., est à peu détruite ; ces ateliers deviennent la propriété des anciens corps de métier, ou passent aux mains des artisans qui y travaillaient. Quant aux propriétaires, ils perdent toutes leurs prérogatives.

Un vieux cheminot bolchévique qui avait été en Pologne et avec lequel j'eus l'occasion d'échanger quelques mots, me représenta l'idée simplifiée que les bolchéviques se font des relations entre les campagnes et les villes : "Les besoins des campagnes sont à présent les mêmes que ceux des villes. C'est pourquoi on ressent un manque d'articles de première nécessité en Russie, car l'industrie n'arrive pas à fabriquer ce qu'il faut en quantités suffisantes pour satisfaire les besoins de consommateurs de plus en plus nombreux".

Ce cheminot était d'ailleurs fort pauvrement vêtu, en pantalon rapiécé et portait de mauvaises chaussures.

Mais nos paysans n'ont plus confiance dans la monnaie et refusent de l'accepter en paiement. Le commerce d'échange est né : je te donnerai une oie, donne-moi des bottes, etc.. Au début, les paysans avaient beaucoup de produits alimentaires car ils s'étaient saisis des produits du château qu'on les a obligés à rendre maintenant aux comités collectifs des villages. A part cela, chaque village est tenu de fournir chaque jour, pour les besoins de l'armée, une vache et un certain nombre de porcs, de poulets, etc.. Bien entendu, les produits des châteaux ont été enlevés par l'armée. Les comités de village, dévoués au régime, ont procédé à un enregistrement exact des possessions du village et empêchent trop de bétail de disparaître dans les bois ; ils veillent aussi à ce que le contingent imposé soit scrupuleusement fourni. Les paysans maudissent les nouveaux maîtres qui ne leur ont pas donné la terre promise et qui sont même prêts à leur reprendre celle qu'ils possédaient jusqu'à présent.

Sous l'occupation soviétique, une très petite partie des champs seulement, ont été ensemencés. Les milieux polonais qui se rendent clairement compte de la situation, sont extrêmement inquiets pour l'avenir. Le cheptel a été réquisitionné ; les toutes petites exploitations seules ont parfois gardé une ou deux vaches et un cheval.

Le ravitaillement des villes dépend en ce moment, en apparence, des autorités civiles et militaires, car le paysan n'a pas grand chose à dire en cette matière. Le désordre qui règne actuellement est si grand que les queues sont devenues un phénomène journalier et constant comme en Russie où elles existent depuis 22 ans. A la fin de novembre, on ne pouvait recevoir que 2 kilos de pain noir sans faire la queue. Ils coûtaient 30 groszy /avant la guerre le pain blanc coûtait 30 gr./ On distribue de temps en temps 250 grammes de sucre par tête mais il faut acheter en même temps 50 grammes de machorka /tabac ordinaire/ que l'on paye 35 groszy. Les trafiquants font payer le beurre 24 zloty le kilo /autrefois 5 zloty/, un oeuf 34 groszy, le sucre 5 zloty, la viande 4 zloty, et de la plus mauvaise qualité car la meilleure est vendue aux restaurants où on peut obtenir à manger à des prix très élevés. On ne peut trouver de pain blanc que dans les restaurants et les coopératives ouvrières. Le kilo de café coûte 200 zloty le kilo /autrefois 20 zloty/, le thé coûte de 150 à 200 zloty le kilo /contre 30 à 40 zloty avant la guerre/. En somme, c'est la Narodna Tarhowla et le Masłosuioz qui ayant leurs propres sources d'approvisionnement en produits agricoles et laitage, ont le monopole du ravitaillement de la ville. Il y a encore les Centrosioz qui travaillent en dehors des villes et qui ont également le droit de faire du commerce.

Le chômage. Les chômeurs d'hier, c'est à dire les ouvriers non spécialisés et les communistes /anciens détenus/ ont été engagés dans la garde /milice/ ouvrière et dans les quelques usines qui fonctionnent encore /4 équipes/. Actuellement, il y a une nouvelle vague de chômage qui comprend les fonctionnaires, les militaires et les agents de police. Ceux-là ne peuvent trouver de travail que dans le Donbas. Un certain nombre de chômeurs "idéalistes" sont partis pour le Donbas, mais une grande partie a pris la fuite et est déjà de retour.

Q u e s t i o n s m o n é t a i r e s . La monnaie qui a cours normalement est le złoty. Des puissances occultes s'efforcent constamment d'ébranler la confiance de la population envers le złoty, ce qui a amené une hausse du tchervonietz et un cours artificiellement élevé de celui-ci. Le tchervonietz a valu jusqu'à 12 zł.60 au 24 novembre ; ensuite il descendit à 10 zł. Le rouble a cours au même titre que le złoty. Le dollar s'est vendu à 160 zł. Il est redescendu actuellement à 82 zł.. Le dollar or vaut 200 zł.

.....

LE SORT DES HOPITAUX DE VARSOVIE
PENDANT LE BOMBARDEMENT

Le bombardement systématique des hôpitaux constitue un chapitre à part de la guerre totale allemande. Il était, bien entendu, prémédité. Il s'agissait d'inculquer au soldat cette notion que, une fois blessé, il ne serait point soigné et, même transféré à l'hôpital, il y serait exposé au bombardement et au feu des mitrailleuses.

C'est ainsi que, pendant le bombardement de Varsovie, les hôpitaux furent tout particulièrement éprouvés. Les aviateurs allemands ne pouvaient pas se tromper car ils volaient beaucoup trop bas pour ne pas voir les civières avec les blessés et les tabliers blancs des infirmières et des médecins. Au contraire, il a été prouvé catégoriquement, qu'ils visaient spécialement les hôpitaux. Leur intention était d'accroître encore la panique, parmi les soldats gravement blessés et la population civile. Ils détruisirent ainsi, systématiquement tous les hôpitaux de la ville.

L'hôpital P i ł s u d s k i , rue du 6 Septembre, fut tellement endommagé que vers le 15 septembre, il fut évacué et transféré dans les bâtiments de l'Université, rue Krakowskie Przedmieście 26.

L'hôpital de l'Enfant Jésus, rue Nowogrodzka, perdit, au cours d'un seul raid aérien, près de 100 personnes, dont 17 infirmières.

L'hôpital du Saint Esprit, brula complètement avec une partie des malades que l'on ne put sauver malgré d'héroïques efforts, à cause du manque d'eau, d'un nombre insuffisant de sauveteurs et parce que la rue entière était en feu.

L'hôpital auxiliaire, organisé dans les locaux de l'Université /5 bâtiments abritaient les blessés, 2 étaient des dépôts de produits pharmaceutiques et un renfermait une chapelle provisoire et une compagnie d'infirmiers militaires habitaient ce même pavillon/, fut complètement détruit après avoir essuyé un bombardement intense pendant lequel il reçut des bombes explosives, des bombes incendiaires, des grenades et des salves de mitrailleuses. Une infirmière, et un nombre considérable de blessés périrent sous les décombres et durant l'incendie. Pendant que l'on sortait les blessés de l'hôpital en flammes, les aviateurs allemands mitraillaient les sauveteurs et les blessés qui étaient sur des civières dans la cour de l'Université.

L'hôpital du Centre Sanitaire Militaire, fut également gravement endommagé par les raids et une partie de ses pavillons furent démolis. Là, comme ailleurs, le personnel fut obligé d'évacuer les blessés sous les bombes et les balles.

L'hôpital pour enfants, situé dans la rue Kopernik, fut en partie incendié et de n'est qu'au dévouement de son personnel qu'il doit de ne pas avoir brûlé en entier.

La maison de santé des religieuses de l'ordre de Sainte Elisabeth fut gravement endommagée par les bombes, en partie brûlée et il eut beaucoup de victimes parmi les malades et les religieuses.

La maison de santé Saint Joseph, rue Hoza, fut bombardée et un très grand nombre de malades et blessés furent tués.

L'hôpital auxiliaire dans l'église de Sainte Croix, où 3.000 personnes trouvèrent refuge fut bombardée et beaucoup des réfugiés furent tués. Le bombardement était si intense qu'il n'y avait pas moyen de sortir les blessés et mourants de l'église, pour les mettre en lieu sûr car toutes les maisons autour étaient en feu. Les tués gisaient sur les marches de l'autel.

En plus des transports de blessés militaires qui venaient de front, les autos sanitaires apportaient tous les jours un nombre accru de blessés civils. D'ailleurs ces autos de la Croix Rouge étaient elles aussi criblées de balles. Le nombre des blessés de la population civile était si grand qu'on manquait de médecins et d'infirmières.

Les conditions de travail devenaient de plus en plus pénibles. Il fut bientôt impossible de voiler les lumières le soir, pour la défense passive, les fenêtres étant partout arrachées ou défoncées. Les opérations chirurgicales se firent alors dans une demi-obscurité. La situation empira encore lorsque le courant électrique fut coupé par suite de la destruction de l'usine électrique ; puis vint le manque d'eau et le manque de pansements et de remèdes, quand les filtres et les dépôts pharmaceutiques furent détruits par les bombes. Il n'y avait plus, vers la fin du siège, ni aseptiques, ni anesthésiques, ni instruments chirurgicaux.

Tous les soirs, on marchait dans des flaques de sang, comme on marche dans des flaques d'eau. Sur les civières reposaient des corps humains qui n'étaient plus que des lambeaux de chairs déchiquetés. On entendait des hurlements de douleurs et des cris demandant du secours. Et le nombre des blessés augmentait sans cesse. On emmena par exemple un blessé, le ventre ouvert, qui entra à pied dans la salle d'opération, portant lui-même ses entrailles ; on apporta une femme enceinte, dans son neuvième mois, avec un éclat d'obus dans le ventre et qui accoucha sur la table d'opération ; on apporta aussi un tronc, sans bras ni jambes, qui criait qu'il ne voulait pas mourir. On apportait des hommes encore vivants, dont tout le corps était calciné, des enfants dont tous les membres étaient fracassés, des femmes la tête ouvertes par des éclats de bombes.

Les médecins étaient surmenés. Il y en avait qui ne quittaient plus la salle d'opération et qui travaillèrent littéralement 48 heures sans arrêt. Il en allait de même pour les infirmiers, infirmières et les fossoyeurs.

Les prêtres firent preuve, eux aussi du plus admirable dévouement. Ils étaient souvent de ramper à genoux, entre les civières qui s'entassaient en rangs serrés, pour pouvoir porter à tous ces malheureux les secours de la religion. Le manque d'eau était si total que pendant 4 jours les prêtres furent obligés de dire la messe et de donner la communion sans pouvoir laver leurs mains tachées de sang, de poussière et de fumée. L'un d'eux n'obtint un peu d'eau que lorsqu'il eut enterré de ses propres mains des cadavres déjà en putréfaction.

TRANSFERT DE LA POPULATION,
UNIQUE DANS L'HISTOIRE

Après l'occupation des provinces occidentales de la Pologne et, dans la suite, leur annexion au Reich, les Allemands appliquèrent, en plus des exécutions en masse et l'incarcération dans les camps de concentration, le barbare système du transfert des populations.

Il faut y distinguer deux phases successives.

Dans la première, immédiatement après l'occupation, au cours de quelques semaines, il s'agissait de persécutions appliquées contre les milieux dirigeants, appartenant au monde intellectuel et économique, en tant que représailles pour se venger de leur patriotisme et de leurs héroïques efforts.

Dans la deuxième phase, après l'annexion illégale des régions occidentales de la Pologne au Reich, apparaît un phénomène autrement grave et cruel. Pour germaniser ce pays, qu'on peut considérer comme le berceau de la Pologne et qui constitue la partie ethnographiquement la plus pure de l'Etat Polonais, on déporte toutes les classes de la population, qui doit abandonner ses foyers; pour faire place aux Allemands amenés par ordre. Il ne s'agit plus de centaines ou de milliers de personnes arrachées à leurs maisons, ateliers et propriétés, mais de centaines de milliers d'expulsés à tout jamais, d'après les intentions allemandes. Des déportations, d'une telle envergure, dépassent, par leur atrocité systématique, les raids rapaces des Tartares.

Dans la première phase on incarcèrait les expulsés dans des camps de concentration, dans le pays même, ou bien au fond de l'Allemagne, pour des travaux forcés; dans la deuxième, on dirige des trains entiers vers la Pologne centrale par une

sorte de migration d'un peuple artificielle et sauvagement cruelle.

La façon de procéder est la suivante : on donne 10 minutes aux habitants pour quitter leur appartement ; ils sont conduits à la gare, enfermés dans des wagons de marchandises et emmenés jusqu'à une petite gare quelconque en Pologne Centrale, près de Varsovie ou de Lublin. Là on ouvre les wagons et on abandonne les malheureux à leur sort. Ceux qui ont des parents ou des amis dans les parages vont leur demander l'hospitalité. Ceux qui ne connaissent personne, vont mendier. Ces déportés ne se recrutent pas seulement parmi les gens autrefois riches, influents, instruits, mais aussi parmi les gens même très pauvres. Il s'agit d'accroître encore la misère qui règne déjà dans les environs de Varsovie si éprouvée par la guerre.

A Bydgoszcz, Gniezno, Znin, Poznań, Inowrocław et nombre d'autres villes, on organisa des rafles de jeunes filles et de jeunes gens. Ils furent envoyés en Allemagne pour travailler aux champs comme garçons et filles de ferme. Ce sont presque tous des enfants de bonnes familles. De nouveaux contingents partent tous les quinze jours de Gniezno pour Francfort sur l'Oder. Ceux de Bydgoszcz étaient dirigés sur Stettin.

Des adultes ont été également envoyés travailler en Allemagne ; parmi eux il y avait aussi des prêtres et des religieux. Des prêtres travaillent entre autres aussi comme garçons de ferme. Les principaux propriétaires fonciers ont été déportés dans les environs de Francfort sur l'Oder et même plus loin. Beaucoup de propriétaires sont dans des camps de concentration, entre autres à Dachau. A la suite des tortures qu'on leur inflige, beaucoup de Polonais sont morts ou sont devenus fous, comme le docteur Wiecki de Dachau, par exemple. Les familles des internés et des déportés ne reçoivent aucun secours ; leurs économies ont fondues et elles manquent de pain.

Au début de novembre on a envoyé à Radom les professeurs de B y d g o s z c z avec leurs familles sans leur permettre d'emporter ni meubles, ni livres, ni vêtements, ni linge. On les embarqua dans des wagons à bestiaux fermés, dans lesquels ils passèrent trois jours. Pendant ces trois jours, on n'ouvrit pas les wagons une seule fois, on ne leur donna pas un morceau de pain, ni un verre d'eau.

Trois cents familles furent expulsées de leurs domiciles à Gniezno et enfermées provisoirement dans la grande salle d'une tannerie, hommes, femmes, enfants, ecclésiastiques et religieux. Le 3 décembre, qui était un dimanche, on arrêta 150 nouvelles familles. Certaines d'entre elles, en revenant de l'église, ne furent plus autorisées à rentrer chez elles. On leur prit leurs clés et on les envoya à la tannerie. Vers la mi-décembre, le groupe fut expédié à Lublin. Certains de ces malheureux voyagèrent dans des wagons ouverts, par 10 degrés de froid.

Dans la nuit du 30 Novembre environ, mille familles d'Inowrocław furent réunies sur la place du marché, entourées par la troupe et conduites à la gare, où de longues files de wagons les attendaient. Les soldats empêchaient qu'on n'approchât des wagons et les pauvres gens furent embarqués puis expédiés dans une direction inconnue.

Les Allemands déportèrent de cette même manière les habitants de Powidz, Wiłków et de Mogilno vers le 15 décembre.

A la mi-décembre, les Allemands transportèrent 1.500 personnes du district de Żnin à Mińsk Mazowiecki, entre autres M.Unrug, frère de l'amiral Unrug, l'héroïque défenseur de Hel. M.Unrug est paralysé et a été expulsé de sa grande propriété foncière, située dans le district de Żnin.

On expulse chaque jour 800 personnes de Poznań. Les habitants de la villes dorment tout habillés, une valise préparée à côté d'eux. Chaque coup de sonnette semble annoncer que leur tour de partir est venu. On commence par parquer tout ce monde dans des baraques situées dans la banlieue, rue Główna. Ensuite on les entasse comme du bétail dans des wagons. Les valises un peu plus grandes sont reprises à leurs propriétaires. Une nouvelle confiscation de leurs propriétés a lieu à la frontière du protectorat. On n'a droit qu'à 10 RM ou 20 zł.. La visite est très sévère. On découd les manteaux et déshabille complètement les passagers. Si quelqu'un réussit néanmoins à passer un peu d'argent il arrive à végéter quelque temps sur le territoire du Protectorat. Mais personne ne sait combien de temps tout ceci durera, ni ce qui arrivera par la suite. Les déportés sont la proie du plus affreux désespoir car le spectre de la faim se dresse devant eux.

---oOo---